

REPUBLIQUE DU TCHAD

Unité- Travail- Progrès

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN
ET DE LA COOPERATION**

SECRETARIAT GENERAL

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, DES
ETUDES ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES**

Département des Synthèses et Statistiques Economiques

NOTE DE CADRAGE MACROECONOMIQUE

PREVISIONS MACROECONOMIQUES 2006-2009

Juin 2006

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
AVERTISSEMENTS METHODOLOGIQUES :	4
SYNTHESE.....	6
I. PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE	9
I.2 Cours des matières premières et du dollar.....	9
I.2 Croissance mondiale.....	10
I.3 Croissance de la zone CEMAC.....	11
II. POINT SUR LA CONJONCTURE ECONOMIQUE EN 2005 ET RETOUR SUR LES PREVISIONS INITIALES.....	12
III. PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2006-2009.....	15
III.1. Hypothèses des projections 2006-2009 : compte central	15
III.2. Résultats des projections macro-économiques 2006-2009 (Compte central).....	16
Les perspectives de l'année 2006.....	16
Les projections 2007-2009	18
Balance des paiements	21
Finances Publiques	22
VARIANTE	24

AVANT-PROPOS

Il convient de rappeler que ce document est publié deux fois par an suivant un rythme semestriel (mai-juin, novembre-décembre) et est réalisé par l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) dans le cadre de ses activités courantes. Il tente de répondre aux préoccupations que suscite un suivi régulier de l'économie tchadienne imposé par les changements aussi bien structurels que conjoncturels.

L'objectif visé est d'offrir aux pouvoirs publics, aux opérateurs économiques et aux partenaires, des indicateurs pertinents et une analyse de la situation macroéconomique du pays. Il convient aussi de signaler que la production de ce document permet de disposer des éléments utiles à la préparation des budgets nationaux.

Nous n'oublions pas les partenaires (Afristat, PNUD, Coopération française, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, etc.) qui ont contribué au renforcement de l'Institut et l'apport des services producteurs des statistiques primaires, qui ont tous contribué et rendu possible la production de ce document. Aussi, saisissons-nous cette occasion pour les remercier et leur demander de continuer à toujours apporter leurs concours à l'INSEED pour lui permettre d'assurer une production statistique de qualité.

Aussi, tenons-nous à exprimer nos remerciements anticipés à tous les lecteurs qui nous feront parvenir leurs observations nous permettant d'améliorer ce document qui, nous l'espérons, contribuera à une meilleure connaissance et une juste appréciation de l'économie tchadienne.

**Le Directeur Général de l'Institut National
de la Statistique, des Etudes Economiques
et Démographiques.**

OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR

AVERTISSEMENTS METHODOLOGIQUES :

1°) Toilettage du modèle SCS

Le Système des Comptes Simplifiés (SCS) a été élaboré en 1996/97 dans le cadre du projet d'assistance préparatoire pour le renforcement des capacités de gestion du développement (projet CHD91/003 du PNUD/DDSMS). Il permet de calculer simultanément les comptes définitifs, les comptes provisoires, les comptes prévisionnels ainsi que des projections sur plusieurs années.

Une mission d'appui à l'INSEED effectuée en février/mars 2002 et ayant comme termes de référence entre autres la réhabilitation du système de projection avec l'intégration des données nouvelles sur le secteur pétrolier a permis de préciser et de classer les activités pétrolières dans le secteur secondaire en une seule branche d'activités : la branche pétrole subdivisée en deux sous branches : la sous branche *exploitation, raffinage pétrolier* et la sous branche *travaux de développement*. Or, la sous-branche *exploitation, raffinage pétrolier* constitue en réalité deux activités qu'il fallait distinguer :

- l'activité d'extraction pétrolière qui donne pour produit le pétrole brut exporté comme tel ;
- l'activité de raffinage du pétrole, initialement prévu pour le projet pétrolier de Sédigui qui devrait servir aux besoins de consommation intérieure. Cette dernière activité a un caractère plus industriel de transformation, l'hypothèse simplificatrice étant qu'il n'y a pas nette différenciation entre l'activité de production du pétrole brut et sa transformation en pétrole raffiné.

Manifestement, cette classification ne respecte pas les principes de comptabilité nationale tels qu'énoncés dans les documents du SCN 93 et de la nomenclature des activités et des produits des Etats membres d'Afristat (NAEMA et NOPEMA). Les activités liées à la production de pétrole brut devraient notamment être classées dans le secteur primaire. En outre, le retraitement global des activités pétrolières dans le système des comptes et de prévisions s'impose afin, non seulement de retracer de manière plus cohérente les opérations dans les différents comptes économiques (Secteur réel, TOFE, Balance des Paiements), mais aussi de respecter les normes et règles communément admises. Ce travail a débuté avec le reclassement correct des activités d'exploitation pétrolière dans son secteur d'origine, le secteur primaire. Ce changement de classification n'a pas d'impact sur les résultats obtenus. Il ne change de manière comptable que la structure du PIB.

En outre, et toujours en rapport avec les activités pétrolières, un certain nombre de travaux ont été effectués, notamment le calcul du PIB pétrolier, du taux de pression fiscale hors secteur primaire, etc. Des travaux méthodologiques continuent à être effectués et seront au fur et à mesure intégrés dans le modèle, en fonction des principes de comptabilité nationale et des informations disponibles.

2°) Guide : exercice de variante

La problématique posée par l'utilisation de la variante résulte du fait que la prévision repose sur un jeu d'hypothèses : taux de change, cours des matières premières, pluviométrie, etc. De ce fait, tout changement sur le jeu d'hypothèses entraîne un changement de résultats. Or, pour réaliser une prévision à une date T donnée, on choisit le jeu d'hypothèses qui semble être le plus vraisemblable, correspondant à ce qu'il convient d'appeler le **compte central**. A l'instant $T+\Delta T$, le caractère vraisemblable du jeu d'hypothèses a évolué (l'environnement international

a changé, la politique économique peut avoir évolué, les autres variables peuvent s'être appréciées, etc.). Dans les pays d'Afrique sub-saharienne, l'impact des aléas climatiques, des aléas sur la valorisation des ressources et sur le financement des bailleurs de fonds est particulièrement important. Ce qui amène souvent à envisager des révisions parfois importantes sur le PIB de l'année en cours lors des exercices de projections futurs.

La question est donc de savoir s'il est approprié de recommencer la prévision à chaque information conjoncturelle nouvelle? A chaque décision politique? Chaque semaine? Chaque mois? La réponse est évidemment non parce qu'il est possible d'anticiper par **un jeu de variantes** : soit un jeu d'hypothèses différentes qui illustre l'incertitude à prendre en compte sur les résultats de la prévision ; soit une seule hypothèse différente qui illustre la sensibilité de la prévision à cette hypothèse. La variante sert à évaluer les risques d'erreurs sur les hypothèses retenues. De ce fait, elle est souvent pessimiste (risque de sécheresse pendant la campagne agricole courante, baisse des cours du pétrole ou du dollar, suspension du financement des bailleurs, etc.).

SYNTHESE

L'économie mondiale reste dynamique et le pétrole resterait élevé pendant longtemps.

Cette année, la croissance mondiale pourrait atteindre presque 5%, bien que confrontée à des prix énergétiques encore élevés. Aussi bien aux Etats-Unis, en zone euro qu'en Asie, la croissance reste vive.

Le développement récent de la conjoncture mondiale montre que le pétrole restera cher pendant longtemps. Pour la première fois, en avril 2006, les cours du brut ont dépassé les 70 dollars le baril. La forte demande mondiale contribue à maintenir les cours du brut à un niveau élevé alors que les tensions géopolitiques affecteront l'évolution à court terme du marché pétrolier. Les tensions sur les cours du brut ont commencé également à emballer les prix d'autres matières premières.

En zone CEMAC, le secteur tertiaire serait la principale locomotive de la croissance en 2006.

En zone CEMAC, les perspectives macroéconomiques de l'année 2006 s'annoncent globalement favorables, avec une hausse attendue du PIB réel de 4,4%. L'expansion rapide des activités du secteur tertiaire serait la locomotive de la croissance économique en 2006, avec principalement l'essor continu de la téléphonie mobile dans les principales villes de la sous-région, la bonne tenue du transport aérien, la densification du trafic routier, l'intensification des activités portuaires et le dynamisme du commerce. Par ailleurs, le secteur pétrolier continue d'exercer un impact significatif sur la croissance en 2006, du fait de raffermissement continu de la production en Congo et en Guinée Equatoriale.

Au niveau national, l'année 2005 a été marquée par une forte croissance du secteur hors pétrole résultant principalement de l'excellente campagne agricole 2005/2006.

Sur le plan national, l'année 2005 a été marquée par une croissance du PIB réel qui serait estimée à 8,6% en lien avec la reprise de l'économie hors pétrole. Une fois encore, des différences notables ont été notées entre les rythmes de croissance de l'activité pétrolière et de l'activité hors pétrole. Alors que le PIB hors pétrole avoisinerait 11,6%, suite à l'excellente campagne agricole 2005/2006, la valeur ajoutée du secteur pétrolier (*exploitation et travaux de développement*) a chuté considérablement pour se situer à 2,1% contre près de 293% un an plus tôt en liaison avec la chute de l'extraction pétrolière. La production pétrolière prévue initialement à 175.000 barils/jours en moyenne pour 2005 par le Ministère du Pétrole n'a pu être atteinte en raison des contraintes techniques, en particulier la teneur d'eau dans le brut extrait des trois champs (Miandoum, Komé et Bolobo). La production réalisée à fin décembre 2005 n'était qu'en moyenne de 172.400 barils/jour en dépit de la mise en exploitation du champ de Nya (juin 2005).

La croissance économique du secteur non pétrolier qui demeurerait encore dynamique cette année (il pourrait avoisiner 7,4%), est menacée par le retard d'exécution du budget 2006 et les pressions inflationnistes.

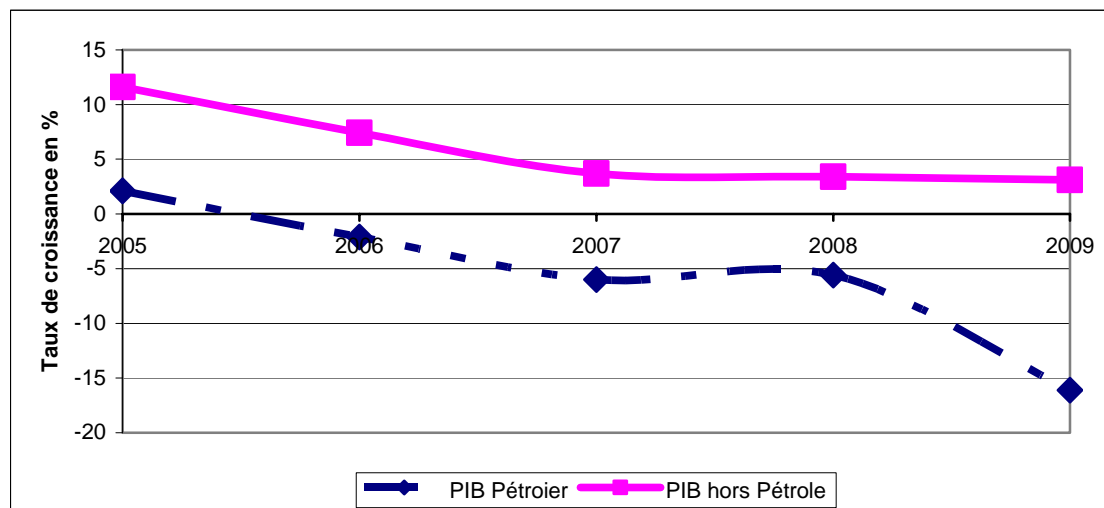
Comme ce fût le cas par le passé, le rythme de croissance de deux grands secteurs de l'économie (pétrolier et non pétrolier) a varié considérablement. Les projections actuelles montrent que le secteur pétrolier connaîtrait une récession et le secteur non pétrolier qui devrait assurer le relais de l'activité économique afficherait un rythme en baisse.

En effet, malgré d'importants investissements réalisés par le consortium et la mise en exploitation des nouveaux champs, la production pétrolière resterait en baisse ! Ainsi, le PIB pétrolier devrait s'établir à -2,1%. A l'opposé, en relation avec un rythme tendanciel de la production céréalière, l'augmentation significative des dépenses de réduction de la pauvreté

dans le cadre de la mise en œuvre de la SNRP, d'une progression régulière de la production cotonnière et du maintien à un niveau élevé de la production dans le secteur énergétique, le PIB non pétrolier atteindrait 7,4%. Les dépenses d'investissements publics avec des effets induits sur les BTP et le commerce devraient accompagner le dynamisme de la croissance dans ce secteur.

Graphique 1 : Evolution de l'activité économique pétrolière et hors pétrole, 2005-2009

L'économie hors pétrole progresserait à un rythme modéré alors qu'à partir de 2006, l'activité pétrolière entrerait en récession.



Source : INSEED

L'inflation moyenne des 5 premiers mois de l'année en comparaison aux 5 premiers mois de 2005, s'est située à 14,1%. Cette situation a été engendrée principalement par la flambée des prix des produits du poste *viande et poisson* occasionnée par l'apparition de la grippe aviaire au Nigeria ayant entraînée une sortie massive du poisson du Lac vers les Etats frontaliers et par les craintes des populations locales de voir le virus apparaître au niveau local. Cette situation s'est traduite par une forte demande en viande alors que l'offre elle-même était limitée : la Société Moderne des Abattoirs de Farcha ayant un monopole de fait sur la production de viande au niveau de N'Djaména a enregistré une baisse de 4% de sa production. Toutefois, en prévision on table toujours sur un niveau modéré (3% correspondant à l'objectif du Gouvernement) à condition que des mesures fortes soient prises.

Au rythme actuel de l'activité, au cours les trois prochaines années, on assisterait à une récession de l'activité pétrolière et un ralenti du rythme de croissance du secteur hors pétrole. En 2009, la croissance du PIB réel global pourrait tomber sous zéro !

Les perspectives de l'économie tchadienne pour les trois prochaines années indiquent une baisse prononcée de l'activité pétrolière et un ralentissement du rythme de l'activité non pétrolière.

En effet, en dépit de la mise en production de deux nouveaux champs (Nya et Moundouli mis en production en juin 2005 et mars 2006 respectivement) ainsi que des perspectives pour les nouvelles concessions, l'extraction pétrolière maintiendrait un profil à la baisse. La production journalière moyenne se situerait 164.700 barils, 156.700 barils et 139.300 barils respectivement en 2007, 2008 et 2009. De ce fait, la croissance le PIB réel de ce secteur s'établirait à -6,0%, -5,6% et -16,1% en 2007, 2008 et 2009 respectivement. En revanche, le secteur hors pétrole maintiendrait un rythme de 3,7%, 3,4% et 3,1% respectivement en 2007, 2008 et 2009.

En ce qui concerne l'inflation, l'évolution modérée des prix des produits importés liée à l'absence d'effet de second tour de l'envol du prix du pétrole brut conjuguée à la baisse des prix des produits locaux en lien avec les perspectives d'une évolution normale de la production céréalière et à la poursuite de travaux d'aménagements routiers visant à désenclaver les régions productrices des produits céréaliers, devraient maintenir l'inflation à un niveau sage (3% pour la période 2007-2009). Tout de même, il convient de remarquer que le profil de l'inflation au Tchad continue à être dictée par les évolutions des prix des produits alimentaires notamment les céréales et par conséquent une campagne défavorable pourrait remettre en cause ces prévisions à condition que des opérations de régulation automatique des prix des céréales soient mises en œuvre à travers l'ONASA.

Si au 31 décembre 2006, l'inflation atteint 6% et le taux d'exécution des dépenses d'investissement s'établit à 75%, alors on enregistrerait un recul du PIB non pétrolier de 3,2 points en 2006 par rapport au compte central.

La baisse des dépenses d'investissements publics conjuguée à une forte inflation devrait se répercuter considérablement sur l'activité économique. Les conséquences seraient particulièrement marquées en 2006 pour l'activité non pétrolière. En effet, le PIB réel hors pétrole diminuerait de 3,2 points en 2006 par rapport au compte central avant de retrouver son sentier du compte central. Les secteurs secondaire et tertiaire seraient les plus éprouvés à travers les branches *bâtiments et travaux publics*, le *commerce* et les *administrations publiques*. Ils céderaient respectivement 3 points et 4,9 points en 2006 par rapport au compte central.

Du côté de la demande, la consommation finale enregistrerait un recul de 2 points par rapport au compte central. Le choc serait plus prononcé pour la FBCF. Elle reculerait de 5 points. Le secteur extérieur ne serait pas non plus épargné. En raison principalement de la baisse des investissements, les importations diminueraient de 1,9 points de moins que la situation considérée normale du compte central.

Conséquence de ces répercussions, les finances publiques subiraient également un coup en 2006 en raison du recul du PIB hors pétrole et des importations.

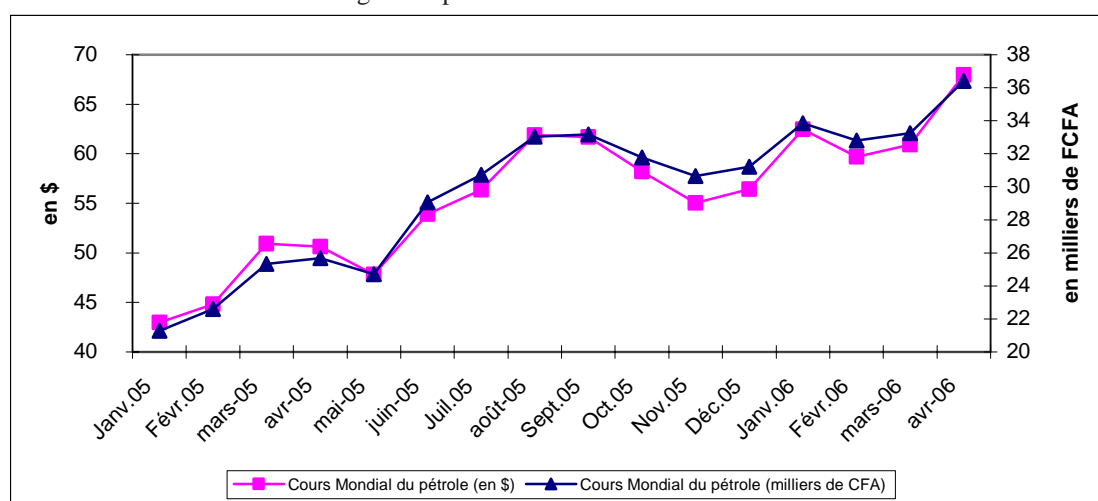
I. PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE¹

I.2 Cours des matières premières et du dollar

Les cours du pétrole n'ont cessé de grimper depuis 2003. Au tournant de l'été 2005, la montée des prix du pétrole s'est encore intensifiée : le 1er août, le prix du brut franchissait la barre des 60\$; le 1er septembre, il atteignait presque 67\$. Au dernier trimestre de l'année 2005, il s'est légèrement déprécié en raison d'un rétablissement progressif de l'offre mondiale et d'une demande de brut et de produits pétroliers encore faible pour la saison hivernale. En définitif, le prix du baril a atteint 53,4 \$ en 2005.

Graphique 2 : Evolution mensuelle du Cours Mondial du pétrole en \$US et en milliers de FCFA le baril (janvier 2005 - avril 2006)

Ce graphique illustre le fait que depuis plus d'un an, le cours du brut et du dollar évoluent globalement dans le même sens. Cette situation est largement profitable à l'économie tchadienne.



Source : Afristat, calculs de l'INSEED

Le développement récent de la conjoncture mondiale montre que le pétrole restera cher pendant longtemps. Pour la première fois, en avril 2006, les cours du brut ont dépassé les 70 dollars le baril. La forte demande mondiale contribue à maintenir les cours du brut à un niveau élevé alors que les tensions géopolitiques affecteront l'évolution à court terme du marché pétrolier.

Au premier plan, les tensions entre l'Iran et la communauté internationale provoquent de fortes pressions internationales : la possibilité de l'option militaire ravive les craintes d'une dégradation sérieuse de la situation. Par ailleurs, le risque au Nigeria s'est, lui, nettement matérialisé depuis le début de l'année, puisque les attaques récurrentes des sites pétroliers ont conduit à une interruption non négligeable de la production (quelque 240.000 barils par jour). Enfin, le risque d'une réduction de la production pourrait aussi venir des petits pays producteurs d'Amérique latine : à l'instar du gouvernement Chavez au Venezuela, de nombreux gouvernements populistes sud-américains envisagent de taxer la rente pétrolière voir de prendre le contrôle étatique de la production. C'est le cas en Bolivie, en Equateur voir au Pérou.

¹ Le commentaire de cette partie est rédigé sur la base des différentes notes notamment les notes de conjonctures hebdomadaires de conjoncture hebdo, la note de conjoncture de l'INSEE de mars 2006, les perspectives de l'économie mondiale du FMI d'avril 2006, les perspectives macroéconomiques de la zone Cemac (BEAC), prévisions et analyses économiques de la direction générale du trésor de la France (mars2006).

Au delà de l'offre mondiale de brut, des inquiétudes sur les capacités de raffinage ont refait surface. En dépit des efforts d'investissement, elles restent insuffisantes. Aux Etats-Unis, la production d'essence est freinée parce que de nombreuses raffineries sont toujours fermées pour des travaux de maintenance alors qu'on s'approche de la haute saison de consommation d'essence. En Chine, le relèvement par Pékin des prix de détail du brut incite les raffineurs à acheter directement sur le marché international. Sans compter qu'un pétrole cher devrait attirer de nouveaux investisseurs sur le marché. Ce qui alimentera davantage la flambée.

Dans ce contexte, le FMI table sur un rythme de 61,25 dollars US le baril pour fin 2006 et 63,0 dollars US/baril, 62,75 dollars US/baril et 62,0 dollars US/baril pour les trois prochaines années respectivement.

Il n'y a pas que le pétrole qui continue à flamber. Les fortes progressions d'autres matières premières telles que les produits dérivés du pétrole, mais aussi des métaux. Cette flambée s'explique largement par les besoins insatiables des deux géants asiatiques que sont l'Inde et la Chine.

Dans ce contexte, les prix à la production augmentent sensiblement depuis la mi-2005 dans la plupart des pays industrialisés tandis que la facture énergétique s'alourdit. Pour autant, l'économie mondiale resterait allante au premier semestre de 2006. La bonne orientation des perspectives d'activité dans toutes les régions du monde se confirme bien que les conséquences du relèvement des prix pétroliers, si elles sont tangibles, se révèlent à ce stade circonscrites. En particulier, les pressions concurrentielles continueraient de limiter les risques de développement généralisé de l'inflation.

En ce qui concerne le taux de change, il s'est établi à 526,55 FCFA le dollar US en 2005 contre une prévision initiale de 525,31 FCFA le dollar US. Pour les prochaines années, le FMI table sur appréciation progressive du dollar puis sur une légère dépréciation. Le taux de change s'établirait à 548,97 FCFA, 548,91 FCFA, 547,20 FCFA et 546,16 FCFA pour un dollar US respectivement pour 2006, 2007, 2008 et 2009.

Tableau 1 : comparaison des hypothèses d'évolution du cours du Brent et du cours du dollars.

	2005	2006	2007	2008	2009
Cours du Brent US (nov.2005)*	54,2	61,8	60,0	58,0	
Cours du Brent US (mai 2006)*	53,35	61,25	63,00	62,75	62,00
Taux de change US/FCFA (nov.2005)*	525,31	541,00	539,97	538,15	
Taux de change US/FCFA (mai 2006)*	526,55	548,97	548,91	547,20	546,16

Source : FMI

* Entre parenthèses : date de prévisions

1.2 Croissance mondiale

En 2006, la croissance mondiale resterait soutenue (4,9%), bien que confrontée à des prix énergétiques encore élevés. Aussi bien aux Etats-Unis, en zone euro qu'en Asie, la croissance reste vive.

Aux Etats-Unis, l'activité devrait profiter du redressement des dépenses des ménages. L'investissement productif, favorisé par la rentabilité élevée des entreprises et le dynamisme de la demande globale, connaîtrait une évolution positive. La bonne vigueur du commerce mondial (8,0%) serait de nature à stimuler les exportations. L'inflation resterait contenue même si la cherté de l'énergie continue de faire peser des risques à la hausse des prix. La croissance du PIB s'établirait à 3,3%, pour l'ensemble de l'année.

En zone euro, l'amélioration de la conjoncture, amorcée à l'été 2005, se poursuivrait en 2006, profitant de la bonne tenue de l'environnement international qui devrait soutenir les exportations de la zone. Les effets négatifs de la forte appréciation passée de l'euro étant pour l'essentiel derrière nous. Le cours de la monnaie unique est en effet stable au voisinage de 1,20 dollar. En zone euro comme aux États-Unis, les marchés anticipent d'autres relèvements des taux d'intervention. Mais l'impact de ce resserrement est encore limité, notamment parce que les taux longs n'ont que faiblement augmenté. Ainsi, en zone euro, les enquêtes de conjoncture témoignent d'une activité dynamique, l'amélioration du climat des affaires étant particulièrement nette en Allemagne. En France, l'accroissement des commandes en provenance de l'étranger devrait générer une accélération des exportations, malgré nos difficultés d'adaptation à la structure de la demande mondiale. Par ailleurs, la consommation des ménages continuerait d'augmenter dans l'hexagone. Dans un contexte de stabilisation du taux d'épargne, elle reposerait sur une progression du pouvoir d'achat, qui bénéficierait du recul de l'inflation. Après une pointe en janvier, le glissement annuel des prix reviendrait à 1,6 % en juin. Sous l'effet notamment de la remontée des taux d'intérêt, la demande de logement commencerait à plafonner. Mais la progression de l'activité dans le bâtiment resterait forte, en raison des très nombreuses mises en chantier de la fin 2005. Ainsi, au premier semestre, le PIB augmenterait sur un rythme annualisé un peu supérieur à 2 %. Les importations conserveraient une tendance soutenue (6 % en rythme annualisé), mais moins vigoureuse qu'à la fin de l'année dernière. L'investissement demeurerait bien orienté, favorisé, entre autres, par des conditions de financement favorables. La croissance de la consommation se renforcerait progressivement, à mesure que la situation sur le marché du travail s'améliore. Le taux d'inflation de la zone devrait se maintenir au dessus de 2%, son niveau dépendrait de l'évolution des prix de l'énergie qui reste assez volatile. La croissance de la zone serait d'environ 2% en 2006. Au total, dans la zone euro, la croissance s'établirait à 2%.

En Asie, la croissance continue de dépasser les prévisions aussi bien en Chine qu'en Inde, grâce à la vigueur de la demande intérieure et –en Chine– à une augmentation rapide des transactions courantes. Conjuguée au redressement du secteur des technologies de l'information, cette forte expansion a soutenue une accélération de l'activité dans le reste de la région.

Le Japon semble sur le point de sortir de la déflation. Certes, le déflateur du PIB, a encore reculé de 0,5% au quatrième trimestre 2005 mais l'inflation mesurée par les prix de détail est redevenue positive. Les marchés des biens, du travail et crédit sont désormais en effet tous orientés à la hausse : la demande intérieure tire la croissance (croissance forte de l'investissement et rebond de la consommation), le marché de l'emploi se tend et la distribution de crédit, en baisse continue depuis 10 ans, croît de nouveau.

1.3 Croissance de la zone CEMAC

En 2005, la situation macroéconomique de la CEMAC a été caractérisée par un ralentissement prononcé de la croissance, avec une hausse estimée du PIB réel de 3,9% contre 6,8% en 2004, du fait essentiellement de la baisse du rythme d'accroissement de la production pétrolière (3,2% en 2005 contre 24,7% en 2004).

Pour l'année 2006, les perspectives macroéconomiques s'annoncent globalement favorables, avec une hausse attendue du PIB réel de 4,4%.

Du côté de l'offre, l'expansion rapide des activités du secteur tertiaire serait la locomotive de la croissance économique en 2006, avec principalement l'essor continu de la téléphonie mobile dans les principales villes de la sous-région, la bonne tenue du transport aérien, la

densification du trafic routier, l'intensification des activités portuaires et le dynamisme du commerce. Par ailleurs, le secteur pétrolier continue d'exercer un impact significatif sur la croissance en 2006, du fait de raffermissement continu de la production au Congo et en Guinée Equatoriale. En définitive, la production pétrolière enregistrerait une hausse de 3,3% en 2006 contre 3,2% un an plus tôt.

Du côté de la demande, le principal moteur de la croissance en 2006 serait la demande intérieure, tirée principalement par le dynamisme de la consommation privée. Les investissements bruts soutiendraient également la croissance du fait essentiellement du dynamisme des dépenses d'équipements des Etats, tirées notamment par l'utilisation plus intense des ressources d'allègement de la dette dans les secteurs prioritaires, après l'atteinte du point d'achèvement de l'IPPTE au Cameroun. En revanche, la demande extérieure nette obèrerait la croissance, sous l'effet d'un ralentissement du rythme de progression des recettes d'exportations conjuguée à une augmentation des importations.

Sur les fronts des prix, les tensions inflationnistes devraient dans l'ensemble s'alléger en se situant à 1,5% au 31 décembre 2006 contre 2,8% un an plus tôt.

II. POINT SUR LA CONJONCTURE ECONOMIQUE EN 2005 ET RETOUR SUR LES PREVISIONS INITIALES

Sur le plan international, l'année 2005 s'est achevée sur une croissance mondiale qui est restée ferme au niveau de tous les pays industrialisés (4,8%). Le ralentissement temporaire de l'économie américaine, ainsi que la performance modeste enregistrée en zone euro ont été contrebalancés par le rebond de l'économie nipponne.

Au cours du quatrième trimestre 2005, la croissance mondiale s'est poursuivie à un rythme relativement soutenu, se renforçant en Asie grâce à la poursuite de l'embellie de l'économie chinoise et au redressement de l'économie nipponne. Les prix du pétrole sont restés à des niveaux relativement inférieurs au trimestre précédent, pour repartir à la hausse à partir du mois de janvier 2006, en fluctuant tout au long du premier trimestre entre 60 et 66 dollars le baril.

Après avoir progressé à un rythme assez soutenu au cours des trois premiers trimestres 2005 (0,9% en moyenne en glissement trimestriel), l'activité économique aux Etats-Unis s'est ralentie au quatrième trimestre (0,4%), subissant le contrecoup des ouragans de Katrina et Rita qui ont frappé les régions sud à la fin de l'été. La demande intérieure a été pénalisée, d'une part, par un recul de la croissance des dépenses de consommation, sous l'effet d'une amputation du pouvoir d'achat et, d'autre part, par une contraction des dépenses publiques. L'investissement des entreprises a connu une évolution plus modérée, suite au recours de ces dernières à l'utilisation des stocks. Les importations ont crû plus vite que les exportations rendant, ainsi, négative la contribution du commerce extérieur à la croissance. L'inflation, qui a atteint au mois de septembre 4,7%, un niveau non enregistré depuis les années 90, a reculé pour revenir à 3,4% en décembre, avec l'apaisement momentané des tensions sur les prix du pétrole.

En zone euro, la croissance au cours du quatrième trimestre 2005, s'est ralentie (0,3% en glissement trimestriel, contre 0,6% le trimestre précédent). L'économie allemande s'est quasiment stagnée, en raison d'une faiblesse de la demande domestique, tandis que la France a réalisé des résultats modestes, à cause d'une décélération de la production industrielle. Le rythme d'évolution de la demande intérieure de la zone a reculé, par rapport à celui du trimestre précédent, suite à une baisse de 0,2% de la consommation des ménages. Les dépenses d'investissement ont, par contre, enregistré une hausse de 0,8%, en variation trimestrielle. Les exportations se sont accrues à un rythme plus tempéré, malgré le recul de

l'euro par rapport au dollar. L'inflation est revenue à 2,2% en décembre, après le record de 2,6% enregistré au mois de septembre.

Sur le plan national, l'année 2005 a été marquée par une croissance du PIB réel qui serait estimée à 8,6% en lien avec la reprise de l'économie hors pétrole. Une fois encore, des différences notables ont été notées entre les rythmes de croissance de l'activité pétrolière et de l'activité hors pétrole. Alors que le PIB hors pétrole avoisinerait 11,6%, suite à l'excellente campagne agricole 2005/2006, la valeur ajoutée du secteur pétrolier (*exploitation et travaux de développement*) a chuté considérablement pour se situer à 2,1% contre près de 293% un an plus tôt en liaison avec la chute de l'extraction pétrolière. La production pétrolière prévue initialement à 175.000 barils/jours en moyenne pour 2005 par le Ministère du Pétrole n'a pu être atteinte en raison des contraintes techniques, en particulier la teneur d'eau dans le brut extrait des trois champs (Miandoum, Komé et Bolobo). La production réalisée à fin décembre 2005 n'était qu'en moyenne de 172.400 barils/jour en dépit de la mise en exploitation du champ de Nya (juin 2005). Pour l'année 2006 ainsi que pour les années suivantes, la production pétrolière est revue considérablement à la baisse. Elle est désormais estimée à 165.500 en 2006 baril/jour malgré la mise en production du nouveau de Moundouli dès la mi-mars 2006 et 164.700 baril/jour, 156.700 baril/jour et 139.300 baril/jour en 2007, 2008 et 2009 respectivement. En dépit de cette baisse, les recettes pétrolières de l'Etat semblaient s'être bien comporter en raison de l'envol du prix du Brent et du maintien de la décote à un niveau stable (11,83 \$/baril en moyenne pour 2005). Elles bénéficieraient également de l'appréciation du dollar US. Au titre de l'année 2005, La redevance pétrolière serait près de 260,9 millions de dollars US. Au taux moyen de 526,55 FCFA pour un dollar US, elle avoisinerait 137 milliards de FCFA.

Au quatrième trimestre 2005, un différend a opposé le Gouvernement à la Banque Mondiale au sujet de la révision de la loi 001 portant gestion des revenus pétroliers. Suite à la révision de cette loi, les décaissements des crédits des projets financés par la Banque Mondiale ont été finalement gelés. En avril dernier, un accord intérimaire a été signé. Selon cet accord, le Tchad s'est engagé à adopter avant la fin de l'année courante une loi budgétaire spécifiant que 70% des revenus pétroliers seront consacrés à la lutte contre la pauvreté.

En ce qui concerne la production agricole, la campagne 2005/2006 était excellente : les résultats définitifs annoncés par la Division des Statistiques Agricoles indiquent une progression de 53% de la production céréalière résultant de la bonne répartition pluviométrique, dans le temps et dans l'espace ainsi que de l'augmentation des superficies cultivées. Par rapport à la production du coton grain, alors qu'on croyait la production se stagner, elle a progressé de 7,5%. Elle est estimée définitivement à 215.000 tonnes par l'Office National du Développement Rural. Cette progression serait motivée par l'engouement des paysans à poursuivre la production du coton en lien avec leur entrée au conseil d'administration de la Cotontchad, la décision du Gouvernement d'exonérer la Cotontchad du paiement de la TVA sur les matériels, équipements et services nécessaires à la production ainsi qu'à la volonté du Gouvernement à supporter dans l'avenir une partie des coûts des intrants.

Par ailleurs, il a été noté une amélioration remarquable dans le domaine de la fourniture de l'énergie. La production d'électricité a progressé de 41% en 2005. L'installation des groupes MBH et la réhabilitation d'anciens groupes avec l'assistance de la Banque Mondiale sont à l'origine de cette performance.

Sur le front des prix, l'accélération de l'inflation était d'abord forte au cours des trois premiers trimestres de l'année en dépit de l'intervention de l'ONASA à travers la vente des céréales à prix réduit. En raison de la bonne perspective agricole, dès la fin du mois de septembre, l'IPC a entamé une forte baisse et a pu ainsi estompé la forte progression de l'inflation engendrée par la flambée des prix des céréales. L'indice des prix à la consommation a fini l'année 2005 en enregistrant une hausse moyenne de 7,9%.

Tableau 2 : Prévisions initiales et révisées (en %)

	2005		2006		2007		2008		2009
	Init.	Rév.	Init.	Rév.	Init.	Rév.	Init.	Rév.	Init.
PIB Total	8,0	8,6	4,7	4,6	1,8	1,0	-0,2	1,1	-1,6
PIB Pétrolier	0,5	2,1	-2,3	-2,1	-3,7	-6,0	-10,5	-5,6	-16,1
PIB hors Pétrole	11,5	11,6	7,7	7,4	3,9	3,7	3,5	3,4	3,1

Source : INSEED

III. PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2006-2009

III.1. Hypothèses des projections 2006-2009 : compte central

Comme prévue initialement, la production pétrolière a entamé réellement sa chute. Afin de contenir cette chute, d'importants investissements ont été envisagés dans le secteur pétrolier pour 2006. Par ailleurs, la mise en œuvre avec plus de vigueur de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SNRP) continue à être le moteur de la croissance à travers les dépenses d'investissements aussi bien sur ressources intérieures qu'extérieures qui seraient réalisées et leurs effets induits sur les autres branches notamment les *BTP*, le *commerce*, etc.

S'agissant du secteur pétrolier, la production du brut observerait une nette baisse pendant les trois prochaines années. Elle s'établirait désormais à 60,4 millions, 60,1 millions, 57,2 millions et 50,8 millions de barils respectivement en 2006, 2007, 2008 et 2009. Ceci, malgré la mise en exploitation des nouveaux champs (Nya (juin 2005), Moundouli (mars 2006) qui ont une production journalière moyenne maximum respective de 9.000 barils et 20.000 barils). Par ailleurs, le consortium a annoncé que des investissements supplémentaires en puits et installations de traitement d'injection d'eau seront nécessaires au-delà de 2006 afin de pouvoir récupérer réserves de pétrole des champs de Komé, Miandoum et Bolobo. Faute d'informations précises sur le niveau de ces investissements qui serait réalisé pour la période 2007-2009, nous avons considéré les investissements à leur niveau initial.

En ce qui concerne la production agricole, après la bonne campagne agricole 2005/2006 au cours de laquelle une hausse de 53% a été enregistrée pour la production céréalière, on escompte pour la campagne 2006/2007 un retour de la production sur son trend et pour les années à venir, on suppose que cette production continue à évoluer sur sa tendance (6,7% en moyenne par an).

En ce qui concerne l'inflation dont l'évolution est dépendante de la production céréalière, elle devrait être contenue dans la zone de convergence (3%) au cours de trois prochaines années en relation avec le rythme de la production céréalière. Une autre raison, non la moindre, pour laquelle, on peut escompter un tel niveau d'inflation est l'aménagement routier visant à désenclaver les zones de culture pour permettre un meilleur écoulement des produits des régions excédentaires vers les régions déficitaires déjà entrepris ou envisagés. A cela s'ajoute dans une certaine mesure, l'absence, dans le court terme, des effets de second tour de l'envol du cours du pétrole et le maintien à un niveau relativement stable du cours du dollar qui contribueraient à la baisse de certains prix des produits importés.

En ce qui concerne la production cotonnière, alors qu'on escomptait en juin dernier au meilleur des cas une stagnation du rythme de la production du coton graine du fait des difficultés financières que traversait la société cotonnière, une production de 215.000 tonnes de coton graine (ONDR) a été réalisée, soit une progression de 7,5%. Et ceci, en dépit de la baisse du prix bord champ de 190 FCFA à 160 FCFA le kilogramme. Cette augmentation de la production du coton grain bénéficie de l'engouement des producteurs à poursuivre la culture du coton en lien avec leur entrée au conseil d'administration de la Cotontchad ainsi que de la volonté du Gouvernement à sécuriser les revenus des paysans en prenant en charge une partie du coût des intrants agricoles. Pour les mêmes raisons, on escompte la poursuite de ce mouvement haussier qui devrait à terme (dès 2009) permettre d'atteindre au moins 250.000 tonnes de coton graine.

De même, l'amélioration de la production de l'énergie électrique grâce notamment à la construction de la nouvelle centrale électrique de Farcha acquise sur financement de la

Banque Islamique de Développement devrait permettre la relance des activités dans le secteur industriel.

En outre, la volonté du gouvernement à poursuivre avec beaucoup de vigueur la mise en œuvre de la SNRP et l'atteinte du point d'achèvement de l'IPPTE devrait entraîner une hausse significative des investissements grâce aux ressources pétrolières et à l'augmentation attendue de l'aide publique au développement. La reprise de la coopération avec le Groupe de la Banque Mondiale devrait permettre l'augmentation des dépenses publiques consacrées aux secteurs prioritaires (santé, agriculture, éducation, élevage, infrastructures) afin de créer les conditions d'un accroissement de la production et des échanges intérieurs et extérieurs.

Enfin, en ce qui concerne les finances publiques, un important retard a été enregistré sur l'exécution du budget 2006. Ce retard pourrait avoir un impact énorme sur l'activité économique nationale. En relation avec la reprise de la coopération avec la Banque Mondiale qui devrait permettre la reprise de l'aide financière de la Banque ainsi que les décaissements des ressources du compte séquestre, le niveau des dépenses sur financement extérieur conserverait un rythme soutenu. Par ailleurs, s'agissant des recettes pétrolières, il n'était prévu d'avoir des taxes sur les bénéficiaires avec un cours du Brent faible mais en raison de la flambée des prix du pétrole, le consortium a amorti ses investissements et commence à réaliser des bénéfices. En mars/avril dernier, 42 milliards de francs CFA² ont été versés par les compagnies pétrolières au titre de l'impôt sur les sociétés. Ce qui devrait contribuer à l'augmentation des dépenses d'investissements sur financement intérieur. Conséquence de cette situation, une loi des finances rectificative est attendue.

A court terme, l'aléa négatif qui pèse sur ces prévisions réside sur un taux d'inflation plus élevé que 3%. A cela s'ajoute le retard enregistré sur l'exécution du budget 2006 qui devrait se traduire par un ralentissement prononcé des activités des branches tributaires des dépenses publiques. Au contraire, à partir de 2007, si les investissements pétroliers se poursuivent en réaction aux difficultés annoncées pour extraire le brut des réserves, ces prévisions ont plus de chance d'être révisées à la hausse.

III.2. Résultats des projections macro-économiques 2006-2009 (Compte central).

Les perspectives de l'année 2006

Comme ce fut le cas par le passé, le rythme de croissance de deux grands secteurs de l'économie (pétrolier et non pétrolier) a varié considérablement. Les projections actuelles montrent que le secteur pétrolier connaîtrait une récession alors que le secteur non pétrolier qui devrait assurer le relais après les années de forte croissance du secteur pétrolier afficherait certes une croissance mais à un rythme en baisse.

En effet, malgré d'importants investissements réalisés par le consortium et la mise en exploitation des nouveaux champs, la production pétrolière resterait en baisse ! Ainsi, le PIB pétrolier devrait s'établir à -2,1%. A l'opposé, en relation avec un rythme tendanciel de la production céréalière, l'augmentation significative des dépenses de réduction de la pauvreté dans le cadre de la mise en œuvre de la SNRP, d'une progression régulière de la production cotonnière et du maintien à un niveau élevé de la production dans le secteur énergétique, le PIB non pétrolier atteindrait 7,4% contre 11,6% un an plus tôt. Les effets induits des dépenses publiques d'investissements notamment sur les *BTP* et le *commerce* devraient accompagner la croissance hors pétrole.

² Cf. aide mémoire de la Mission du FMI du 14 au 25 mai 2006.

S'agissant des prix, des tensions se sont apparues sur les prix de la plupart des produits alimentaires : le taux moyen d'inflation sur les 5 premiers mois de l'année (en comparaison aux 5 premiers mois de 2005), s'est située à 14,1%. Cette situation a été engendrée principalement par la flambée des prix des produits du poste *viande et poisson* occasionnée par l'apparition de la grippe aviaire au Nigeria ayant entraînée une sortie massive du poisson du Lac vers les Etats frontaliers et par les craintes des populations locales de voir le virus apparaître au niveau local. Cette situation s'est traduite par une forte demande en viande alors que l'offre elle-même était limitée : la Société Moderne des Abattoirs de Farcha ayant un monopole de fait sur la production de viande au niveau de N'Djaména a enregistré une baisse de 4% de sa production. Toutefois, en prévision on table toujours sur un niveau modéré (3% correspondant à l'objectif du Gouvernement) à condition que des mesures fortes soient prises.

Les composantes de l'offre

En 2006, l'activité économique nationale, bien qu'en retrait par rapport aux performances enregistrées l'année dernière, demeurerait encore porteuse en dépit de la récession de l'activité dans le secteur pétrolier. Le PIB réel global avoisinerait 4,6%. Du point de vue sectoriel, la situation s'établit comme suit :

La croissance du secteur primaire serait presque en stagnation : le PIB réel s'établirait à 0,2%. Cette faible performance des activités du primaire résulterait essentiellement de la baisse de l'extraction pétrolière qui a engendré une baisse de 3,6% de sa valeur ajoutée. La bonne tenue de la croissance dans les autres branches du secteur pourrait à peine contrebalancée la baisse de la branche exploitation pétrolière. Le retour à la normale escomptée pourrait ramenée la croissance de la branche *agriculture* à près de 7% contre 26,6% un an plus tôt. Ce secteur n'apporterait que 0,1 point à la croissance de 2006. La branche exploitation pétrolière aurait soustrait 1,0 point à l'activité économique nationale.

Dans le secteur secondaire, l'activité demeure prometteuse. Elle est vive pour toutes les branches. Le rythme soutenu de la valeur ajoutée de ce secteur (17,0% en 2005 et 14,5% en 2006) serait imputable en grande partie à la reprise des investissements pétroliers de la branche *recherche et développement* pour faire face aux contraintes géologiques. Sa contribution à la croissance en 2006 serait de 0,4 points. La continuité des grands chantiers (routes et bâtiments) soutiendrait l'activité des BTP qui verrait sa croissance atteindre 11,3%. La branche *artisanat, boulangerie et minoterie* dont sa production est dominée essentiellement par la production des farines céréales bénéficierait largement de l'excellence de la campagne agricole 2005/2006. Sa valeur ajoutée progresserait de 17,5% en termes réels. Le secteur de l'énergie (eau et électricité) conserve son dynamisme imputable notamment à la perspective de la mise en marche de la nouvelle centrale de Farcha.

Malgré son faible poids dans la croissance totale (autour de 10% du PIB à prix constants), ce secteur apporterait 1,5 points à la croissance de 2006.

La progression soutenue de l'activité du secteur tertiaire entamée depuis 2000 se poursuivrait encore en 2006 au même rythme que par le passé. La croissance de la valeur ajoutée de ce secteur se situerait à 7,4% sous la poussée des branches *administration publique* (12,0%) occasionnée par l'augmentation des dépenses de réduction de pauvre, *transport et communication* (6,4%) en lien avec les aménagements routiers qui devraient accroître les échanges intérieurs ainsi qu'avec le développement de la téléphonie mobile et *commerce* (5,4%) bénéficiant des effets induits de la relance des activités des autres branches notée par

ailleurs. La contribution de ce secteur à la croissance s'établirait à 2,7 points dont 1,2 réalisée par la branche *administrations publiques*.

Les composantes de la demande

Afin de faire face aux contraintes géologiques, des nouveaux investissements ont été réalisés dans le secteur pétrolier. De ce fait, la formation brute de capital fixe progresserait de 18,6% en termes réels. Ce rythme serait favorisé également par l'augmentation des dépenses publiques d'investissements.

La croissance en termes réels de la consommation finale avoisinerait 6%. Dans un contexte de forte production céréalière lors de la campagne 2005/2006 dont l'essentiel (environ 70 %) serait consommé en 2006, la consommation finale non marchande (du fait de l'importance de l'autoconsommation en milieu rural) augmenterait considérablement. Elle progresserait de 15,6% avec une contribution à la croissance de 4,1 points. La consommation finale marchande a, elle aussi, contribué à cette hausse. En se situant à 5,3%, elle bénéficierait de l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages occasionnée par une évolution modérée des prix à la consommation ainsi que des perspectives d'augmentation des salaires dans la fonction publique.

S'agissant des échanges extérieurs, pour la première fois depuis la mise en route du pétrole de Doba, les exportations céderaient 0,9% en termes réels. Les importations quant à elles, progresseraient fortement de 14%. Elles profitent de la reprise des investissements pétroliers.

Les projections 2007-2009

Les perspectives de l'économie tchadienne pour les trois prochaines années indiquent une baisse prononcée de l'activité pétrolière et un ralentissement du rythme de l'activité non pétrolière.

En effet, en dépit de la mise en production de deux nouveaux champs (il s'agit du champ de Nya et du champ de Moundouli qui font une production journalière moyenne de 29.000 barils) ainsi que des perspectives pour les nouvelles concessions, l'extraction pétrolière maintiendrait un profil à la baisse. La production journalière moyenne se situerait 164.700 barils, 156.700 barils et 139.300 barils respectivement en 2007, 2008 et 2009. De ce fait, la croissance du PIB réel de ce secteur s'établirait à -6,0%, -5,6% et -16,1% en 2007, 2008 et 2009 respectivement. En revanche, le secteur hors pétrole maintiendrait un rythme de 3,7%, 3,4% et 3,1% respectivement en 2007, 2008 et 2009.

En ce qui concerne l'inflation, l'évolution modérée des prix des produits importés liée à l'absence d'effet de second tour de l'envol du prix du pétrole brut conjuguée à la baisse des prix des produits locaux en lien avec les perspectives d'une évolution normale de la production céréalière et à la poursuite de travaux d'aménagements routiers visant à désenclaver les régions productrices des produits céréaliers, devraient maintenir l'inflation à un niveau sage (3% pour la période 2007-2009). Tout de même, il convient de remarquer que le profil de l'inflation au Tchad continue à être dictée par les évolutions des prix des produits alimentaires notamment les céréales et par conséquent une campagne défavorable pourrait remettre en cause ces prévisions à condition que des opérations de régulation automatique des prix des céréales soient mises en œuvre à travers l'ONASA.

Evolution de l'offre

La forte teneur en eau associée aux puits des champs de Komé, Miandoum et Bolobo a eu comme conséquence la chute de l'extraction du pétrole brut en dépit de la mise en exploitation des nouveaux champs (Nya en juin 2005 et Moundouli en mars 2006). Les données actuelles montrent que le secteur pétrolier entrerait en récession durant les trois prochaines années. Tout de même, du fait de l'envol du cours du Brent et de l'appréciation du cours du dollar par rapport à l'euro, les recettes pétrolières (redevance et impôts sur les sociétés, essentiellement) seraient importantes pour soutenir les dépenses publiques nécessaires pour la mise en œuvre de la SNRP, nouveau moteur de la croissance. Les réformes envisagées dans les secteurs cotonnier et énergétique renforceraient cette nouvelle dynamique.

La croissance de la valeur ajoutée du secteur primaire serait décevante en raison de la baisse entamée de la production pétrolière. L'évolution normale de la production vivrière (6,7% en moyenne annuelle) escomptée ainsi que la poursuite du mouvement haussier de la production industrielle (cotonnière essentiellement) ne parviendraient pas à contrebalancer cette baisse. Elle s'établirait à 1,6%, -0,6% et -6,1% respectivement en 2007, 2008 et 2009. L'activité de la branche *exploitation pétrolière* qui a contribué considérablement à la croissance ces dernières années, accuserait désormais des contre-performances. Elle évoluerait au rythme de -0,4% et -5,1% respectivement en 2007 et 2008, et de façon prononcée en 2009 (environ -16%). Elle soustrairait à la croissance 0,1 point, 1,3 points et -3,3 points respectivement en 2007, 2008 et 2009.

Dans le secteur secondaire, hormis la branche *recherche et de développement* dont sa valeur ajoutée serait affectée par le ralentissement des investissements pétroliers, les autres branches auraient poursuivi une orientation favorable. La bonne performance des autres branches ne pourrait contrebalancer la chute des investissements pétroliers. L'activité du secteur secondaire baisserait considérablement en 2007 pour se situer à -8,8%. Elle se redresserait en 2008 et 2009 pour s'établir à 3,7% et 3,3% respectivement. Cette reprise serait soutenue par les branches *industrie du coton fibre, eau et électricité* ainsi que l'*artisanat*.

La solidité de l'activité du secteur tertiaire enregistrée depuis 2001 devrait se ralentir. L'activité de ce secteur croîtrait de 2,9%, 2,2% et 2,0% en 2007, 2008 et 2009 respectivement. Ce rythme serait accompagné par l'ensemble des branches de ce secteur, en particulier le *commerce*, le *transport et télécommunication* et l'*administration publique*. La valeur ajoutée des *transports et télécommunication* serait stimulée par le dynamisme des communications, particulièrement la téléphonie mobile, et par la consolidation des différents modes de transports, notamment terrestre qui profite des aménagements routiers et de l'intensification des échanges intérieurs. En termes de contribution, ce secteur contribuerait à la croissance à hauteur de 1,1 point et 0,8 point en 2007 et 2008-2009, respectivement.

Evolution de la demande

Du côté de la demande, en dépit du rythme soutenu de la consommation finale, les emplois de la nation céderaient 10,4% en termes réels avant de se redresser légèrement en 2008 et 2009 pour se situer à 0,6% et 0,4% respectivement. Ce rythme résulterait de la faiblesse de la FBCF pétrolière et du ralentissement des exportations en lien avec la chute de la production pétrolière.

Après la forte progression de la consommation finale en 2006 (9,6%) liée principalement à la forte reprise de la production céréalière lors de la campagne 2005/2006 (environ 70% de cette production est supposée être consommée en 2006), la consommation finale devrait revenir sur un rythme de 6,1%, 3,4% et 2,8% en 2007, 2008 et 2009 respectivement. Ce rythme serait soutenu aussi bien par la consommation finale marchande qu'à la consommation finale non marchande. La modération de l'inflation en prévision devrait contribuer à améliorer la consommation des ménages.

La FBCF observerait une baisse en relation avec le rythme des investissements pétroliers. Il convient de signaler que la baisse entamée à la fin des travaux de développement pétrolier a été suivi d'une reprise des investissements en lien avec les contraintes techniques rencontrées pour extraire les réserves du pétrole brut associé à une forte teneur en eau et aux travaux de développement de nouveaux champs. La FBCF céderait 50%, 9% et 4,6% en 2007, 2008 et 2009 respectivement.

Du côté de la demande extérieure, la quasi-stagnation des exportations en volume (0,9%) en 2007 proviendrait de la baisse de l'extraction pétrolière et de la modeste progression de production cotonnière. Pour les années 2008-2009, elles s'établiraient à -1,8% et -6,9% respectivement suivant le profil de la baisse de la production pétrolière. En ce qui concerne les importations, elles devraient chuter de 34,5% en 2007 et se poursuivraient en 2008 (-3,8%) avant de se stagner en 2009 suivant principalement le profil des investissements pétroliers.

Tableau 3 : projections de certains agrégats en termes réels de 2005 à 2008 (en %)

	2006	2007	2008	2009
PIB total	4,6	1,0	1,1	-1,6
Pétrole	-2,1	-6,0	-5,6	-16,1
Hors pétrole	7,4	3,7	3,4	3,1
Consommation finale	9,6	6,1	3,4	2,8
Consommation finale marchande	5,3	7,2	3,8	1,8
Consommation finale non marchande	15,6	4,7	2,9	4,0
FBCF	18,6	-50,0	-9,0	-4,6
Exportations de biens et services	-0,9	0,9	-1,8	-6,9
Importations de biens et services	14,0	-34,5	-3,8	0,1
Taux d'inflation	3,0	3,0	3,0	3,0

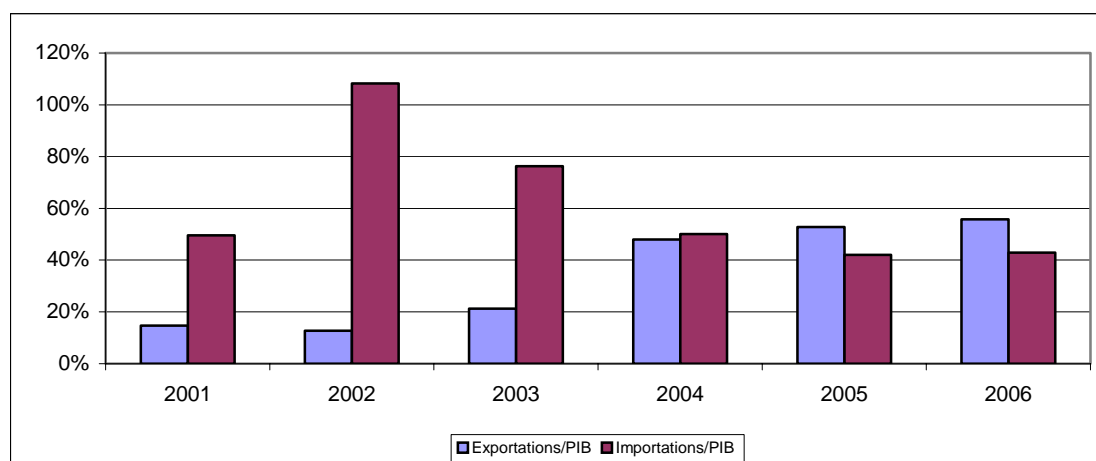
Source : INSEED

Balance des paiements

Depuis le début du projet d'exploitation pétrolière, l'économie tchadienne a accentué son intégration avec l'extérieur. L'ensemble des flux commerciaux (importations et exportations des biens et services) auraient avoisiné 97,5% du PIB en 2003 (correspondant à la fin du projet de développement de Doba et au début de l'exportation du pétrole brut) contre 51,6% du PIB en 2000. En dépit de la fin du projet de développement et du ralentissement du volume de la production du brut, cette part resterait toujours accrue pour la période 2006-2009 (87% du PIB en moyenne) et s'expliquerait par le maintien à un niveau élevé des exportations pétrolières en valeur courante occasionné par la flambée du cours du brut.

En terme de rythme, au cours de trois prochaines années, les exportations évolueraient très défavorablement et suivraient un rythme de 0,9%, -1,8% et -6,9% en 2007, 2008 et 2009 respectivement en raison de la chute de la production pétrolière et de la modeste progression de la production du coton grain. Les importations également observeraient un profil à la baisse en liaison avec le ralentissement de la FBCF pétrolière avant de retrouver leur sentier qui prévalait avant le projet de développement.

Graphique 3 : Evolution des importations et des exportations en % au PIB.



Source : INSEED

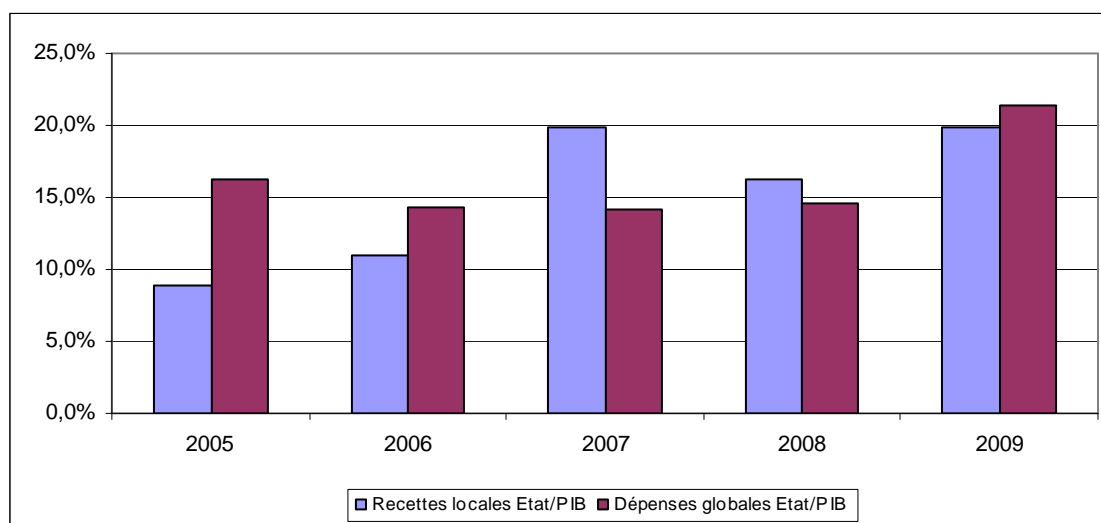
Ce graphique indique que depuis le début du projet de développement pétrolier de Doba, les importations ont représenté une part importante de la richesse nationale du fait d'une part, de l'intensification des activités du secteur pétrolier et d'autre, de la forte demande intérieure privée. La conséquence devrait être un relèvement des recettes sur le commerce international mais hélas : les importations des pétroliers représentant l'essentiel des ces importations sont, en grande partie, exonérées (en dépit de l'effort de réduire le champ des exonérations). La principale question qui se pose actuellement est la suivante : faut-il encore réduire davantage le champ des exonérations des importations du secteur pétrolier lorsqu'on sait que les entreprises pétrolières envisagent investir davantage? Une réponse appropriée à cette question aurait un impact significatif sur le relèvement du niveau des recettes douanières.

Finances Publiques

Pendant la période 2006-2009, les opérations financières de l'administration publique évolueraient en ligne avec les recettes tirées des activités pétrolières, en termes des recettes et avec la mise en œuvre de la SNRP, en termes de dépenses.

En ce qui concerne les recettes, le volume global recouvré par l'administration générale évolueraient très favorablement. En pourcentage du PIB, elles pourraient doubler par rapport au niveau observé en 2005. Elles s'établiraient, en moyenne, à 18,6% du PIB pendant la période sous revue en relation essentiellement avec le versement de l'impôt sur les sociétés par les entreprises consortium pétrolier. S'agissant des recettes fiscales hors pétrole (c'est-à-dire hors l'IS du consortium), elles progresseraient légèrement. Elles s'établiraient à 10% du PIB non pétrolier en 2007 contre 9,6% un an plus tôt. Quant aux recettes non fiscales hors redevances pétrolières en pourcentage du PIB hors pétrole, elles seraient en stagnation en dépit des recettes qui seraient tirées des privatisations annoncées de NOVOTEL (2006) et de la SOTEL (2007-2008). Les taxes sur le commerce international (recettes douanières) seraient en progression mais à un rythme modéré. La mise en oeuvre du Plan d'Action pour la Modernisation des Finances Publiques (PAMFIP) devrait accroître les performances de l'administration douanière pour relever de façon significative ces recettes.

Graphique 4 : Evolution des recettes et des dépenses en % du PIB.



Source : INSEED

En ce qui concerne les dépenses globales, elles passeraient de 14,3% du PIB en 2007 à 21,4% du PIB en 2009 en relation avec l'augmentation des dépenses consacrées aux secteurs prioritaires. La masse salariale conserverait un mouvement haussier : elle se passerait de 4,1% du PIB hors pétrole en 2006 à 4,4% du PIB hors pétrole en 2009. En outre, le rythme des dépenses d'investissements serait en forte accélération en lien principalement avec la mise en œuvre de la SNRP.

Tableau 4 : indicateurs clés de l'économie tchadienne (projections initiales et révisées)

	2006		2007		2008		2009
	Init.	Rév.	Init.	Rév.	Init.	Rév.	Init.
PIB courant (milliards FCFA)	3413	3505	3422	3651	3355	3688	3622
PIB à prix constant (%)	4,7	4,6	1,8	1,0	-0,2	1,1	-1,6
PIB Pétrolier (%)	-2,4	-2,1	-3,7	-6,0	-10,5	-5,6	-16,1
PIB hors Pétrole (%)	7,6	7,4	3,9	3,7	3,5	3,4	3,1
Prix (%)							
Prix à la consommation	3,0	3	3,0	3	3,0	3	3
Déflateur du PIB	9,6	8,0	-1,5	3,1	-1,8	0,0	-26,0
Termes de l'échange	15,2	17,1	-6,8	-6,5	-11,4	-6,3	-54,6
Composantes de l'offre (taux de croissance en %)							
Secteur Primaire	3,7	0,2	0,1	1,6	-3,4	-0,6	-6,1
<i>dont exploitation</i>	0,5	-3,6	-3,3	-0,4	-10,5	-5,1	-15,9
Secteur Secondaire	1,9	14,5	5,9	-8,8	4,5	3,7	3,3
<i>dont travaux de dvpt</i>							
<i>pétrolier</i>	-83,2	21,2	-74,6	-73,0	-6,2	-29,1	-29,3
Secteur Tertiaire	6,4	7,4	2,8	2,9	2,2	2,2	2,0
Composantes de la demande (taux de croissance en %)							
Consommation	13,6	9,6	4,4	6,1	2,6	3,4	2,8
FBCF	-36,8	15,6	-5,9	4,7	0,7	2,9	4,0
Exportations B&S	1,7	-0,9	-1,0	0,9	-5,4	-1,8	-6,9
Importations B&S	-17,5	14,0	-0,7	-34,5	0,2	-3,8	0,1

Source : INSEED

VARIANTE

Cette fois-ci, nous tenterons de mesurer la sensibilité de l'activité économique face à deux aléas : i) le retard dans l'exécution budgétaire et ii) l'inflation lorsqu'elle dépasse l'objectif de 3%. La réalisation de ces deux aléas cette année pourrait nous conduire à réviser de façon importante le PIB de 2006 et le rythme des années suivantes.

En effet, en raison de l'importance de l'Etat dans l'économie (les dépenses publiques avoisinent 18,6% du PIB en moyenne sur les 5 dernières années), le retard enregistré dans l'ouverture des crédits du budget 2006 pourrait affecter considérablement l'activité économique. Par ailleurs, en dépit d'une excellente campagne agricole, les prix des produits alimentaires ont enregistré une forte progression et ont porté ainsi l'inflation moyenne à fin mai à 14%. Ainsi, il est probable que l'objectif de 3% fixé par le Gouvernement soit dépassé. Cette situation est particulièrement préjudiciable aux politiques de réduction de la pauvreté ainsi qu'au coût de production qui semble être déjà élevé au Tchad.

Les conséquences des finances publiques seront mesurées uniquement à travers les dépenses d'investissement. Il est supposé alors un taux d'exécution (base engagement) de 75% aussi bien pour les dépenses d'investissement intérieur qu'extérieur. En ce qui concerne les prix, il est supposé un taux d'inflation de 6%. En raison de la structure de l'indice des prix à la consommation (IPC), une distinction est faite entre les produits locaux (essentiellement alimentaires et auxquels est due cette flambée) pour lesquels une hypothèse de 7,5% est retenue et 1% pour les produits importés.

Pour les années futures, les taux d'exécution et d'inflation reviendraient à leur rythme supposé normal du compte central.

Examinons alors les conséquences de ces deux scénarios sur les différents secteurs de l'économie.

Sans aucune surprise, la baisse des dépenses d'investissements publics conjuguée à une forte inflation devrait se répercuter considérablement sur l'activité économique. Les conséquences seraient particulièrement marquées en 2006 pour l'activité non pétrolière. En effet, le PIB réel hors pétrole diminuerait de 3,2 points en 2006 par rapport au compte central avant de retrouver son sentier du compte central. Les secteurs secondaire et tertiaire seraient les plus éprouvés à travers les branches *bâtiments et travaux publics*, le *commerce* et les *administrations publiques*. Ils céderaient respectivement 3 points et 4,9 points en 2006 par rapport au compte central.

Du côté de la demande, la consommation finale enregistrerait un recul de 2 points par rapport au compte central. Le choc serait plus prononcé pour la FBCF. Elle reculerait de 5 points.

Le secteur extérieur ne serait pas non plus épargné. En raison principalement de la baisse des investissements, les importations diminueraient de 1,9 points de moins que la situation considérée normale du compte central.

Conséquence de ces répercussions, les finances publiques subiraient également un coup en 2006 en raison du recul du PIB hors pétrole et des importations.

Tableau 5 : quelques indicateurs clés de l'économie tchadienne (Compte central vs variante)

	Central (1)				Variante (2)			
	Projections				Projections			
	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Croissance annuelle (en %)								
Population	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
PIB à prix constant	4,6	1,0	1,1	-1,6	2,4	3,0	1,1	-1,6
PIB Pétrolier	-2,1	-6,0	-5,6	-16,1	-1,9	-6,1	-5,6	-16,1
PIB non Pétrolier	7,4	3,7	3,4	3,1	4,2	6,7	3,4	3,0
Prix								
Déflateur du PIB	8,0	3,1	0,0	-26,0	9,1	2,2	0,0	-25,9
Prix à la consommation	3,0	3,0	3,0	3,0	6,0	3,0	3,0	3,0
Termes de l'échange	17,1	-6,5	-6,3	-54,6	18,7	-6,8	-6,4	-54,6
Les composantes de l'offre								
Secteur Primaire	0,2	1,6	-0,6	-6,1	0,2	1,6	-0,6	-6,1
<i>dont pétrole</i>	-3,6	-0,4	-5,1	-15,9	-3,6	-0,4	-5,1	-15,9
Secteur Secondaire	14,5	-8,8	3,7	3,3	11,4	-6,6	3,6	3,3
<i>dont pétrole</i>	21,2	-73,0	-29,1	-29,3	23,6	-73,0	-29,1	-29,3
Secteur Tertiaire	7,4	2,9	2,2	2,0	2,5	7,4	2,2	2,0
Les composantes de la demande								
Consommation	9,6	6,1	3,4	2,8	7,6	8,1	3,4	2,8
FBCF	18,6	-50,0	-9,0	-4,6	13,6	-47,8	-9,1	-4,9
Exportations B&S	-0,9	0,9	-1,8	-6,9	-1,0	1,1	-1,8	-6,9
Importations B&S	14,0	-34,5	-3,8	0,1	12,1	-33,2	-3,8	0,0

Ont participé à la confection de ce document :

Coordination des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
- **YOUSOUF AWARE NEISSA**, chef du Département des Synthèses et Statistiques Economiques

Rédaction :

- **MAMADOU ISSA BABA**, Chef de Service Conjoncture et Prévisions Macroéconomiques

Comité de lecture :

- **MAMADOU ISSA BABA**, Chef de Service Conjoncture et Prévisions Macroéconomiques ;
- **THEMOI DEMSOU**, chef de Service des Comptes Nationaux et Etudes Economiques ;
- **LAOUKOURA KAGUEROU**, chef de Service des Statistiques du Monde Rural ;
- **TABO SYMPHORIEN N'DANG**, Responsable de la Comptabilité Nationale ;
- **Mouta Mahamat Djerabi**, Consultant pour les comptes nationaux et la prévision.

Collecte et saisie des données :

- **DANZOUMBE PAFROUMI**,
- **FANGAMLA MARANDI**.

Toutes les correspondances concernant **Perspectives Macroéconomique 2006-2009** sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Etudes Economiques et Démographiques
B.P. 453, N'djamena-TCHAD
Tél. : (235) 52 31 64 Fax : (235) 52 66 13
Email : inseed@intnet.td**